



Briefing de Bruxelles sur le développement n°27

Petites économies insulaires : transformer les vulnérabilités en opportunités

Bruxelles, 4 avril 2012

Le 4 avril 2012, le CTA a organisé le 27^e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de 100 participants ont exploré les vulnérabilités et opportunités auxquelles les petites économies insulaires sont confrontées.

Partenaires des Briefings :

- Commission européenne
- Groupe et Secrétariat ACP
- Concord
- Médias

L'ambassadrice Mme Shirley Skeritt-Andrew, présidente du Comité des ambassadeurs ACP et Ambassadrice des États de Caraïbe orientale, a ouvert le briefing en soulignant la gravité des nombreuses vulnérabilités des petites îles, notamment leurs ressources naturelles limitées, leur taux d'émigration élevé, leur grande exposition aux chocs externes tels que les catastrophes naturelles et l'impact des volatilités économiques et financières internationales. Par ailleurs, leur représentation au niveau international est faible et elles sont continuellement confrontées au « paradoxe insulaire » : bien que considérées comme des pays à revenus moyens, elles demeurent économiquement vulnérables et sont davantage exposées au changement climatique que les pays plus grands. Il est donc important de sensibiliser aux vulnérabilités des petites économies insulaires pour trouver des solutions et les intégrer dans l'économie mondiale.

De nombreuses options permettent de renforcer leur résistance, notamment le développement de produits de niche et l'optimisation du secteur des services au niveau national, via une meilleure intégration régionale, un repositionnement mondial et la création d'une économie verte visant les énergies renouvelables, l'innovation et l'éducation, afin de lutter contre les effets du changement climatique. Ces efforts nécessiteront un soutien

politique et financier au niveau international et des politiques plus volontaristes.

Denis Salord, chef d'unité en charge des programmes régionaux pour les pays d'Afrique sub-saharienne et ACP à la Commission européenne, a souligné la préoccupation des petites îles de toutes les régions ACP et la nécessité de renouveler les initiatives politiques afin d'optimiser leur impact sur le terrain. M. Salord a parlé des fonds consacrés aux pays ACP, notamment 60 millions EUR pour le Pacifique visant à soutenir la gestion, le développement durable de la pêche au thon et le commerce des produits de base ; 40 millions EUR pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'Île Maurice ; et 20 millions EUR pour encourager les pays ACP à mieux répondre aux catastrophes naturelles et à l'évolution liée au changement climatique et à limiter leur exposition aux risques. Il a souligné l'engagement de l'UE et a déclaré que l'objectif commun devait demeurer le développement des petites îles pour qu'elles bénéficient au mieux des ressources et des capacités pour faire face aux défis auxquels elles sont confrontées.

Michael Hailu, directeur du CTA, a souligné le rôle de ce briefing dans la création de synergies et de plateformes d'apprentissage entre les petites îles des pays ACP, et la facilitation de l'échange de connaissances et d'informations. Les petites îles sont parmi les plus vulnérables



à l'intensité, la fréquence et l'impact des catastrophes naturelles, qui entraînent des coûts environnementaux, financiers et économiques. Une attention particulière doit être accordée à la protection de l'environnement et de la subsistance de la population, et au renforcement de leur résilience grâce à la recherche, à la génération de connaissances, à la sensibilisation, au renforcement des gouvernements, à la gestion des risques de catastrophes, à la résistance des infrastructures au climat et au développement de nouveaux partenariats pour à faire progresser l'agenda des petites îles.

Moins de vulnérabilité, plus de résilience

Dans le premier panel modéré par S.E. Jagdish Dharamchand Koonjul, Ambassadeur de l'Île Maurice auprès de l'UE et de la Belgique, la présentation de S.E. Cheick Sidi Diarra, Sous-secrétaire général et Haut Représentant des Nations unies pour les PMD, les pays en développement sans littoral et les PEID, a déclaré que les petits États insulaires en développement (PEID) avaient fait part de leur préoccupation quand à la vulnérabilité inhérente aux chocs externes bien avant les crises financière et alimentaire de ces dernières années. Les PEID sont très dépendants des secteurs générateurs de revenus tels que le tourisme et la pêche, et le ralentissement économique mondial a fait chuter la demande d'exportation, les transferts de fonds des travailleurs migrants et l'investissement étranger direct (IED). Les PEID doivent continuer à se développer et à mettre en place un environnement propice, afin d'attirer l'IED. Les partenariats privé-public doivent être renforcés et les petites et moyennes entreprises doivent encourager l'esprit d'entreprise. La crise financière a entraîné une chute record des transferts de fonds en 2009, avec un impact plus important sur les économies des PEID que sur les autres pays. La crise financière a également creusé le problème de la dette, de nombreux PEID n'ayant pas accès à une initiative internationale en la matière. La crise alimentaire a eu un effet



étendu sur les PEID à cause de leur dépendance aux importations et les coûts élevés du transport, ce qui a entraîné les prix alimentaires à la hausse. De nombreux PEID développent à présent des politiques de promotion de la consommation de produits de base nationaux, notamment les racines et tubercules résistants au climat et mettre en œuvre des mesures d'adaptation. Une reconnaissance plus large des PEID par la communauté internationale et les institutions financières est nécessaire.

Mesurer la vulnérabilité économique

Lino Briguglio, directeur de l'Islands and Small States Institute de l'Université de Malte, a insisté sur le fait que de nombreux petits États prospères, tels que l'Île Maurice, Malte, la Barbade et Singapour, ne sont pas nécessairement vulnérables, grâce à une bonne structure de gouvernance économique leur permettant de renforcer leur résistance. Briguglio définit la résistance comme la capacité à résister aux chocs et non à réduire la vulnérabilité du fait de la permanence et de la nature inhérente de la vulnérabilité des PEID. La vulnérabilité est mesurée à l'aide de trois indices : l'ouverture au commerce international, la concentration des exportations et la dépendance aux importations stratégiques. Le renforcement de la résistance aux chocs externes est important pour tous les pays, mais les PEID sont ceux qui ont le plus besoin de développer leur résistance via une bonne gouvernance économique, des politiques macroéconomiques stables, l'efficacité de leur marché et le développement social. Le risque d'être affecté par des chocs externes dépend de la capacité d'un pays à faire face et du développement de sa résistance économique et de sa capacité d'adaptation.



Développer la résilience des PEID

Robert Read, professeur à l'Université de Lancaster, au Royaume-Uni, a souligné qu'il n'existe pas de solution aux impacts à long terme du changement climatique. Des stratégies doivent plutôt être développées pour faire face aux problèmes inhérents des PEID. Leur ouverture au commerce a des implications

en termes de croissance, de vulnérabilité et de développement des politiques, et entrave grandement les politiques pouvant être adoptées par les gouvernements. Plus une économie est ouverte au commerce, plus elle est vulnérable à la volatilité de la croissance et plus elle doit être résistante. Dans le même temps, l'ouverture du commerce est le facteur majeur de croissance des petites économies et toute réduction de cette ouverture entraînerait les revenus à la baisse et renforcerait la volatilité du commerce. Les petites économies sont confrontées à des défis mais nombre d'entre elles ont une croissance et des revenus élevés. Cependant, la résilience et la gouvernance doivent être renforcées, afin de les protéger des catastrophes naturelles.



Plus d'efficacité face aux vulnérabilités

Pierre Encontre, responsable des programmes spéciaux de la division pour l'Afrique, les pays en développement moins avancés et les programmes spéciaux de la CNUCED, a retracé l'histoire unissant les PEID et l'ONU ces quarante dernières années. Souvent, les nombreuses vulnérabilités des PEID ne sont pas encore reconnues par la communauté internationale, et elles ne sont plus considérées comme des Pays les moins avancés (PMA) en dépit des diverses vulnérabilités qu'elles conservent. Le développement de leur résistance est l'objectif principal du travail de la CNUCED sur les PEID et devrait être la responsabilité des deux parties. Les PEID ont une responsabilité importante mais, dans le même temps, ils ont besoin d'un soutien externe solide, en particulier sous la forme de « traitements spéciaux » tels qu'un accès préférentiel aux marchés, le financement du développement et une assistance technique. La CNUCED s'efforce donc d'identifier des mesures de soutien international pour aider les PEID à développer leur résilience. Pour y parvenir, il faut cependant clarifier le statut des PEID, pour une plus grande crédibilité.



Lors du débat, des questions ont été soulevées concernant l'importance de

l'agriculture dans les PEID, la nécessité de définir le statut des PIED et de combiner des approches académiques et pratiques. Une autre question est l'importance du capital social, de l'éducation, des questions de genre et de la jeunesse. Par ailleurs, la nécessité de créer de la valeur ajoutée pour une plus grande croissance et emploi domestiques. S.E. Cheick Sidi Diarra a déclaré qu'il soumettrait des recommandations politiques sur les PEID à l'Assemblée générale des Nations Unies.

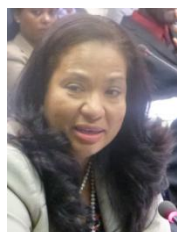
Développement durable des PEID

Dans le deuxième panel modéré par S.E. Roy Mickey Joy, ambassadeur de Vanuatu auprès de l'UE, Constance Vigilance, conseillère économique au Secrétariat du Commonwealth, a insisté sur le fait que la plupart des discussions récentes portent sur la création d'une économie verte et pas assez sur l'établissement d'un cadre institutionnel pour le développement durable des PEID. Du fait de la dépendance pour la plupart à un seul secteur, leur vulnérabilité est inhérente. Elle a donc proposé de renforcer la collaboration interrégionale. Jusqu'à présent, les dimensions régionales de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (PAB) sont faibles, et une approche plus structurée, une mobilisation des ressources et l'identification et l'accès à de technologies respectueuses de l'environnement sont nécessaires. Par ailleurs, une plateforme institutionnelle et intergouvernementale devrait être créée afin de renforcer davantage la collaboration régionale et de faciliter l'interaction et la coordination. Le cadre institutionnel proposé vise à fournir des services de conseil technique, des études de projet et à combler le fossé entre le niveau national et régional. Il est également proposé d'établir une Commission pour les PEID au sein du Secrétariat général de l'ONU, de créer un secrétariat de la durabilité des PEID, et un fonds pour faciliter la mise en œuvre du PAB.



Agrotourisme : de nouvelles opportunités
Ena Harvey, spécialiste de l'agrotourisme et

coordinatrice de la gestion des Caraïbes à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), a souligné les liens entre le tourisme et le secteur agroalimentaire. L'IICA travaille dans ces deux secteurs dans les Caraïbes et l'Amérique latine depuis 2002. Les Caraïbes reçoivent quelques 40 millions de visiteurs par an. La chaîne de valeur du tourisme ouvre de vastes opportunités de renforcement de la résilience :



des exploitations, des forêts et de la mer à la table, aux centres de soins et aux magasins de souvenirs. Mme Harvey a proposé de nombreux exemples de liens entre le tourisme et l'agriculture. Le tourisme agricole présente de nombreux avantages, tels que la réduction des échanges étrangers via les transferts directs des agriculteurs aux touristes, en promouvant le commerce national et intra-régional et en réduisant la vulnérabilité en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il ouvre également des voies diverses pour les femmes et les jeunes dans des marchés de niches, grâce à la vente de produits naturels, écologiques et issus du commerce équitable, ainsi que dans les secteurs de la santé et du bien-être. Les impacts de l'agrotourisme sur l'économie sont très positifs pour la création d'emplois, le renforcement des liens communautaires et l'implication des jeunes. Pour renforcer davantage ce secteur, une approche multisectorielle et proactive est nécessaire. Actuellement, un plan stratégique sur l'agrotourisme dans les Caraïbes est en cours de développement avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Adaptation et la résilience au climat

Walter Kennes, expert en environnement et en changement climatique à la Commission européenne, a présenté l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC). Par un dialogue politique sur le changement climatique et le renforcement de la coopération financière, l'alliance vise à promouvoir une convergence de visions sur un régime post-2012 du changement climatique au sein de l'UE et des



pays et régions concernées et à encourager le dialogue sur le changement climatique au niveau national, l'adaptation au changement climatique étant la priorité majeure. À ce jour, le dialogue a été approfondi et la coopération avec les PEID renforcée. Il s'agit maintenant de renforcer la coopération entre les États membres de l'UE, poursuivre un dialogue politique avec les pays partenaires, soutenir l'inclusion du changement climatique dans les stratégies de développement, échanger des expériences et renforcer la coordination avec les institutions internationales.

Les débats ont porté sur la nécessité d'une meilleure reconnaissance des PEID pour une meilleure allocation des ressources et des actions qui mettent en lumière les vulnérabilités des PEID. L'exemple de Singapour a été utilisé pour démontrer comment une petite économie a été capable d'attirer des IED. Les sciences et les technologies devraient être promues dans l'éducation ; la connaissance des populations locales est aussi importante pour la résilience et les mesures d'adaptation.

Dans les **conclusions**, S.E. Cheick Sidi Diarra a souligné l'importance de la sensibilisation aux nombreuses vulnérabilités des PEID et des mesures de soutien internationales spéciales afin de développer la résilience par la protection environnementale, l'intégration régionale, la diversification économique, l'assistance technique et le transfert de technologies. Il faut aussi exploiter les nouvelles opportunités afin de rendre la croissance économique des PEID plus durable et leur développement, plus inclusif. M. Hailu a déclaré que ces débats se poursuivent aussi au niveau régional et il a rassuré le public sur la poursuite de la collaboration du CTA avec diverses institutions de différentes régions en faveur des PEID.



En savoir plus sur le Web

Briefings de Bruxelles :

<http://bruxellesbriefings.net>

Briefing sur les PEID :

<http://tinyurl.com/9j4u524>

Le Reader : <http://tinyurl.com/9zfertp>